



Communiqué de presse

« Nous ne serons pas oubliés » — Journée d'action du Congrès des peuples autochtones

Le 20 juin 2019 (Ottawa, Ont.) – Aujourd'hui, le Congrès des peuples autochtones (CPA) tient une Journée d'action sur la colline du Parlement et dans plusieurs provinces pour exiger la fin de l'exclusion et de la discrimination auxquelles font face nos commettants, les Indiens hors réserve, les Indiens non inscrits, les Métis et les Inuits du Sud.

Plus de 100 personnes, affiliés et membres de la communauté du CPA provenant de tout le pays, se rassemblent à Ottawa pour parler au nom des « peuples oubliés ». La Journée d'action reflète leur déception grandissante face aux programmes oubliés du gouvernement pour les Autochtones.

Ce programme a promis la réconciliation et la pleine mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, mais il n'a pas fait le nécessaire. Par exemple, les commettants du CPA sont exclus des programmes et ne peuvent obtenir les services essentiels comme les avantages médicaux, les services à l'enfance et à la famille et l'appui aux études postsecondaires.

« Aujourd'hui, nous disons au gouvernement, vous devez reconnaître les droits de nos concitoyens et mettre fin à la discrimination contre eux. Ils doivent avoir les droits de TOUS les Autochtones, martèle le chef national Bertrand. Vous ne pouvez avoir la réconciliation sans vous engager envers la majorité de 70 % qui vivent hors réserve. »

Le CPA demande au Canada de préserver l'honneur de la Couronne. Ils doivent reconnaître nos commettants, mettre fin à la discrimination et à l'exclusion et protéger nos droits de façon équitable, pour garantir que TOUS les Autochtones font partie du processus de réconciliation, et pas seulement des groupes de défense triés sur le volet.

Ottawa dit qu'il se réconcilie avec les Autochtones. Cependant, le CPA, l'un des cinq organismes autochtones nationaux reconnus, l'un de ceux qui se sont assis à la table constitutionnelle, est délibérément exclu des négociations et de l'élaboration des lois et des programmes, entre le gouvernement Trudeau et les autres.

Il existe 200 000 Indiens non inscrits, et des milliers d'autres dans les villes et les collectivités, qui représentent plus de 70 % des populations autochtones, selon Statistiques Canada.

Dans le célèbre jugement Daniels d'avril 2016, la Cour suprême du Canada a jugé à l'unanimité qu'en vertu de la *Loi constitutionnelle, 1867*, le gouvernement fédéral était responsable de tous les Autochtones, dont près de 600 000 Métis et Indiens non inscrits.

- supplément -

« Nous sommes ravis du déferlement d'appuis à la Journée d'action du CPA. Certains membres de nos collectivités sont venus de tout le pays pour demander de l'action au Canada. Nous sommes présents pour lutter pour le Traité, le paragraphe 91 (24) et l'article 35 des droits de la constitution canadienne. Nous sommes ici pour dire : Nous ne serons pas oubliés. »

La CPA continuera à réclamer jusqu'aux élections de l'automne 2019 de l'action pour nos peuples.

— ### —

Pour fixer une entrevue avec un média, veuillez contacter:

Jessica Dawson, adjointe administrative

613-747-6022

j.dawson@abo-peoples.org